Les formes indirectes de la puissance : une approche géopolitique

version : octobre 2019

- Depuis la fin de la guerre froide, en mobilisant des ressources plus immatérielles, plus « indirectes » et plus diffuses comme l'influence économique, intellectuelle et politique, la fixation de normes comportementales, juridiques ou éthiques, la séduction voire la persuasion sans usage de la force, **le *soft power* est devenu un rouage incontournable et presque inconscient à l'affirmation des Etats sur la scène internationale**.

- A la différence du *hard power*, **une stratégie reposant sur le *soft power* doit être envisagée sur une durée plutôt longue**. Les puissances culturelles établies (France, Etats-Unis) exercent une « influence » plus forte dans le monde que des puissances émergentes, en dépit des efforts faits par ces dernières. Joseph NYE considère ainsi que la politique de *soft power* chinoise est pour l'instant un échec. Selon le Pew Research Center (Etats-Unis), 85 % des Japonais ont une mauvaise image de la Chine, 63 % en Corée du Sud et 57 % en Australie (2019).

Problématique : *En quoi la puissance s'exprime désormais grâce à des rouages renouvelés ?*

I] De la puissance à l'influence : la stratégie du soft power

A) Diffuser son modèle et ses valeurs par la culture

-La concurrence des productions culturelles

1. Les politiques volontaristes des Etats dans le domaine culturel

- **Durant la guerre froide**, la culture a été utilisée comme un moyen de diffuser ses valeurs et son modèle pour influencer, inconsciemment, les esprits. En mai 1946, Américains et Français signent les accords Blum-Byrnes effaçant en partie la dette de la France auprès des Etats-Unis en échange de la fin du régime des quotas qui fermait depuis 1936 les salles françaises aux productions cinématographiques américaines. Progressivement, les Français vont pouvoir regarder des films d'outre-Atlantique avec leurs propres mythes (western, puissance de feu…) et leurs propres codes (rythme particulier).

- La profession du cinéma en France réagira en faisant pression sur l'Etat pour que les productions françaises soient protégées (mise en place du Centre national de la cinématographie le 25 octobre 1946). Depuis 1986, les radios françaises ont l'obligation de diffuser au moins 40 % d'artistes francophones. **Ces dispositions montrent la crainte de l'influence culturelle étrangère**.

R. Devémy

- L'enjeu de la culture transparaît dans les **tensions entre Etats au sujet de films**. C'est le cas du film *Argo* (Ben AFFLECK, 2013) critiqué par l'Iran pour sa représentation de la prise d'otages à l'ambassade iranienne (l'Iran a subventionné alors un film concurrent sur le sujet) ; tensions autour de *Chernobyl* (2019) ; le blockbuster *Hunter Killer* (2018), dans lequel des soldats envoyés par Washington doivent sauver le chef de l'État russe pour éviter une troisième guerre mondiale, a été interdit en Russie.

- **Cas de la Chine :** le rapport politique du 16e congrès du Parti communiste chinois (PCC) en 2002 souligne, par exemple, que « dans le monde d'aujourd'hui, la culture s'interconnecte à l'économie et la politique, ce qui démontre qu'elle a une plus grande place et un rôle plus important à jouer dans la compétition pour le pouvoir national global » :

-le chef du Parti et le président HU Jintao ont clairement dit à la réunion de direction du collectif des Affaires étrangères, le 4 Janvier 2006 : « L'accroissement du rôle international de notre pays et son influence devront s'exprimer par le biais d'un hard power dont relèvent l'économie, la science et la technologie, la défense, ainsi que par le soft power, dont relève la culture »

-l'ancien secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) et chef de l'Etat, HU Jintao, a ainsi fait du soft power le thème principal d'un de ses discours lors du congrès du PCC de 2007.

-en décembre 2012 a été fondée la Chinese Public Diplomacy Association (CPDA) dont l'objectif est de mieux promouvoir l'image de la Chine et sa culture dans le monde.

- **Cas du Japon** (cool Japan depuis 2002)

- **Cas de la Corée du Sud** : l'Etat encourage la diffusion mondiale de la culture populaire sud-coréenne (*hallyu*) depuis 1990 avec les *dramas* (séries TV), les films et la musique. Internet et les réseaux sociaux ont permis de toucher non plus seulement l'Asie orientale mais le monde entier. En 2012, le chanteur PSY est le premier à dépasser le milliard de vues sur Youtube. Le groupe de K-Pop BTS connaît un succès mondial depuis 2016.

2. Le pouvoir du cinéma

- **Rappel de l'aphorisme de LENINE :** « De tous les arts, le cinéma est pour nous le plus important » (1919)

- **Domination états-unienne sans commune mesure**. L'Inde (Bollywood entre autres) produit environ 2 000 films par an, contre 800 pour les Etats-Unis, mais le box-office mondial parle pour Hollywood.

Les 10 premiers films de tous les temps au box-office mondial (inflation prise en compte)			
1	Autant en emporte le vent (1939)	Etats-Unis	3,7 milliards de dollars
2	Avatar (2009)	Etats-Unis	3,3 milliards
3	Titanic (1997)	Etats-Unis	3,1 milliards
4	Star Wars IV (1977)	Etats-Unis	3,1 milliards
5	Avengers Endgame (2019)	Etats-Unis	2,8 milliards
6	La mélodie du bonheur (1965)	Etats-Unis	2,6 milliards
7	E.T., l'extraterrestre (1982)	Etats-Unis	2,5 milliards

8	Les Dix Commandements (1956)	Etats-Unis	2,4 milliards
9	Le Docteur Jivago (1965)	Etats-Unis	2,2 milliards
10	Star Wars VII (2015)	Etats-Unis	2,2 milliards

- **Le cinéma permet de vanter les valeurs d'un pays** (si les films catastrophe américains montrent la supériorité scientifique des Etats-Unis, les films chinois insistent sur les valeurs morales de la RPC : cf. The Wandering Earth).

3. Le caractère plus subtil de la musique

- La musique et le cinéma actuels révèlent **une certaine tendance aux productions *mainstream*** qui visent à toucher, par des codes aseptisés et universellement aimés (action, comédie – on parle parfois de « marvellisation » par référence à la profusion de films Marvel partageant les mêmes caractéristiques), le plus grand nombre. Ainsi, les valeurs véhiculées s'assurent une diffusion maximale.

-La promotion d'un savoir-faire ou d'atouts

- **Cinéma** grâce aux festivals.

- **Gastronomie.**

- **Arts :**

Les œuvres contemporaines vendues le plus cher aux enchères (juin 2018-juin 2019)				
1	Jeff KOONS	Rabbit (1986)	91 millions de dollars	Etats-Unis
2	Jean-Michel BASQUIAT	Untitled (1982)	26 millions	Etats-Unis
3	Jean-Michel BASQUIAT	Discography Two (1983)	21 millions	Etats-Unis
4	Christopher WOOL	Untitled (1990)	15 millions	Etats-Unis
5	KAWS	The Kaws Album (2005)	15 millions	Etats-Unis
6	Christopher WOOL	Untitled	14 millions	Etats-Unis
7	Jenny SAVILLE	Propped (1992)	12 millions	Royaume-Uni

- **Musées :**

Les musées les plus visités dans le monde en 2019			
1	Le Louvre	France	10,2 millions de visiteurs
2	Musée national de Chine	Chine	8,6 millions
3	Metropolitan Museum of Art (MET)	Etats-Unis	7,3 millions
4	Vatican	Vatican	6,8 millions
5	Smithsonian National Air and Space Museum	Etats-Unis	6,2 millions
6	British Museum	Royaume-Uni	5,9 millions
7	Tate Modern	Royaume-Uni	5,8 millions
8	National Gallery	Royaume-Uni	5,7 millions
9	Natural History Museum	Royaume-Uni	5,2 millions
10	American Museum of Natural History	Etats-Unis	5,0 millions

- **Universités :**

Les meilleures universités du monde selon le classement de Shanghai en 2019		
1	Oxford	Royaume-Uni
2	California Institute of Technology	Etats-Unis
3	Cambridge	Royaume-Uni
4	Stanford	Etats-Unis
5	MIT	Etats-Unis
6	Princeton	Etats-Unis
7	Harvard	Etats-Unis
8	Yale	Etats-Unis
9	University of Chicago	Etats-Unis
10	Imperial College London	Royaume-Uni

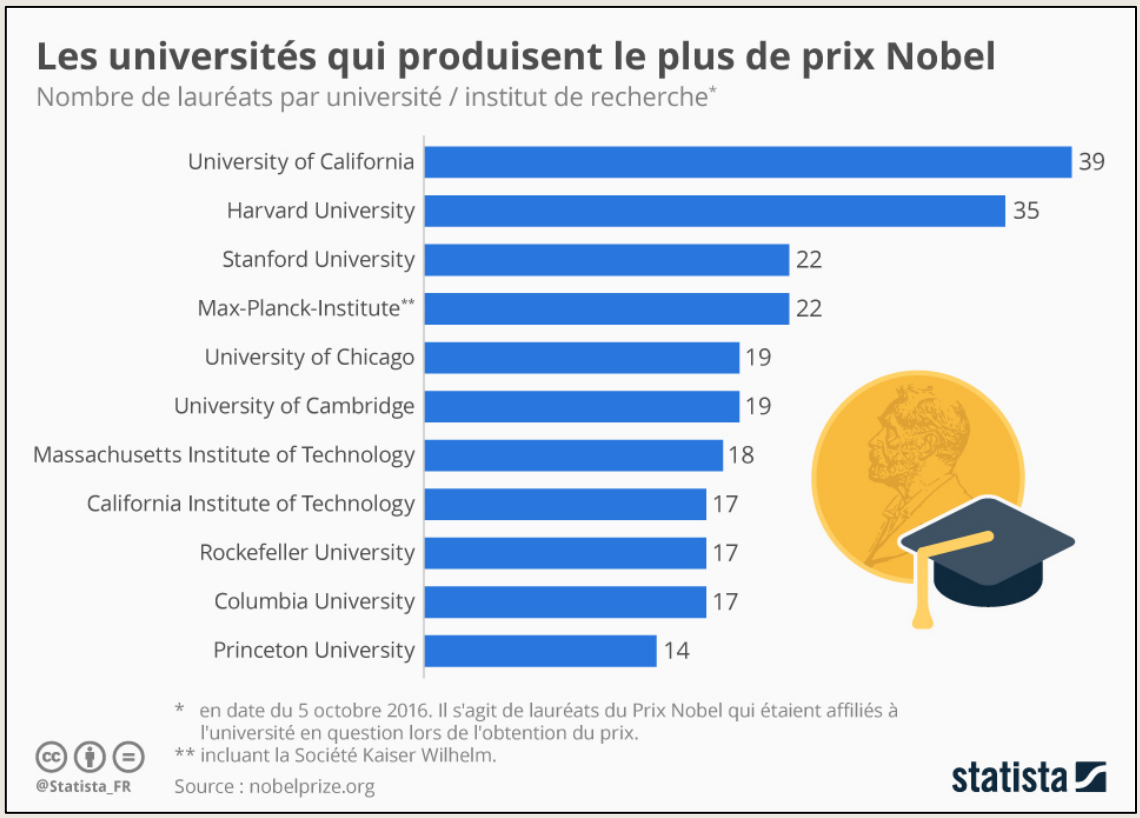
- **Architecture :**

Lauréats du Prix Pritzker		
2019	Arata ISOZAKI	Japon
2018	Balkrishna Vithaldas DOSHI	Inde
2017	RCR Arquitectes	Espagne
2016	Alejandro ARAVENA	Chili
2015	Frei OTTO	Allemagne
2014	Shigeru BAN	Japon
2013	Toyo ITO	Japon
2012	WANG Shu	Chine
2011	Eduardo SOUTO DE MOURA	Portugal
2010	SANAA	Japon

- **Tourisme :**

Les pays les plus visités dans le monde en 2018		
1	France	89,4 millions de visiteurs
2	Espagne	82,8 millions
3	Etats-Unis	79,6 millions
4	Chine	62,9 millions
5	Italie	62,1 millions
6	Turquie	45,8 millions
7	Mexique	41,4 millions
8	Allemagne	38,9 millions
9	Thaïlande	38,3 millions
10	Royaume-Uni	36,3 millions

- **Sciences et techniques.** La maîtrise du savoir assure l'avance technologique des grandes puissances. Les Européens et les Américains s'appuient sur leur ancienneté dans la course à l'espace. Mais les puissances émergentes s'affirment. L'Inde a rejoint en 2014 le club très fermé (Etats-Unis, Russie, UE) des pays capables de lancer une sonde en orbite autour de Mars. En janvier 2019, la Chine a réussi le premier alunissage sur la face cachée de la Lune.



-Le *sharp power* des régimes autoritaires

- L'image véhiculée par un Etat **ne correspond pas toujours à la réalité**. Deux chercheurs du *think tank* « National Endowment for Democracy », Christopher WALKER et Jessica LUDWIG, ont forgé en 2017 un nouveau concept : le « Sharp Power » (« sharp signifiant « pointu », « piquant », « tranchant »). Les deux chercheurs le définissent comme « un pouvoir qui perce, pénètre et perfore l'environnement politique et informationnel des pays-cibles. » ceux-ci étant victimes d'une propagande qualifiée à la fois « de subversive et de corrosive ». Elle est destinée à miner de l'intérieur des démocraties occidentales jugées décadentes et donc vulnérables.

- Pour Joseph NYE, interrogé dans *Foreign Affairs*, **le *sharp power* relève à la fois du *soft power* et du *hard power*** :

>par l'intermédiaire de Russia Today, Sputnik ou CCTV, la Russie et la Chine diffusent à l'international une image positive de leur pays (ce que font d'autres puissances d'ailleurs) mais qui ne correspond pas à la réalité ; des agents d'influence payés par ces Etats autoritaires peuvent aussi contribuer à véhiculer cette image fausse dans le jeu politique (nombreux soupçons autour de Jean-Pierre RAFFARIN, grand promoteur de la Chine en France). La Chine cherche par exemple à affirmer que son modèle (on parle du « consensus de Pékin ») est une alternative au modèle démocratique libéral, illusoire et incapable de faire face aux crises.

>de plus, leurs relais médiatiques et numériques (usages de trolls payés, de bots, d'hackers) déstabilisent les pays tiers pour créer un environnement favorable à leurs idées et à leurs intérêts. On a pu observer cela avec les interventions russes dans plusieurs campagnes électorales dans les pays occidentaux au moyen de *fake news* (comme le « Pizzagate » en 2016, selon lequel l'état-major d'Hillary CLINTON se réunissait dans un restaurant pour abuser sexuellement d'enfants) ou de dépêches

calomnieuses (des articles de Russia Today en Pologne et en Slovaquie ont semé la discorde dans ces pays où se tenaient des élections).

- Relèvent également du *sharp power* **les tentatives d'intimidation ou de chantage des Etats autoritaires face à des publications ou productions qui nuiraient à leur image** (comme les films *Kundun* et *Sept Ans au Tibet*, sortis en 1997, qui donnaient une image jugée par Pékin trop positive du dalaï-lama) :

-en mai 2018, des partisans du président turc Recep Tayyip ERDOGAN ont cherché à interdire la vente du magazine *Le Point* dont la couverture portait le titre suivant : « Le dictateur. Jusqu'où ira Erdogan ? » ;

-les films ou livres évoquant la Chine sont invités à censurer une partie de leur contenu s'ils souhaitent accéder au juteux marché chinois (on notera que la Chine impose un quota de 34 films étrangers par an sur ses écrans) ou être financés par la Chine : le film *Iron Man 3* (2013), produit entre autres par la société chinoise DMG, avait par exemple fait du méchant appelé *Le Mandarin* un simple acteur manipulé, contrairement aux *comics*. Les productions traitant la Chine en viennent de plus en plus à s'autocensurer ;

-les propos tenus par des influenceurs ou des personnalités sur la Chine peuvent créer des scandales à grande échelle : c'est le cas du tweet de soutien aux Hong-Kongais publié en octobre 2019 par le directeur de l'équipe de basket des Rockets de Houston qui a obligé la NBA a présenté ses excuses à la Chine, important marché pour le basket américain.

- **La stratégie du *sharp power* n'est pas forcément efficace en raison de son manque de subtilité**. Car l'intrusion agressive, trompeuse et dissimulée dans la sphère publique d'un autre pays finit par se remarquer. Et elle nuit alors à l'image qu'on se fait de la puissance qui en use. Ce qu'on gagne en *sharp power*, on le paie en *soft power*. C'est, selon Joseph NYE, ce qui arrive en ce moment à la Chine, dont l'image s'est beaucoup dégradée, ces derniers mois, en Australie.

- Néanmoins, **les démocraties restent vulnérables face aux Etats autoritaires qui sont en position de manipuler l'opinion chez les autres** (en diffusant une image positive de POUTINE ou de la Chine par exemple) **tout en la contrôlant sévèrement chez eux**. Il est difficile pour un Etat démocratique de censurer des informations extérieures sans contredire ses propres principes démocratiques.

B) L'enjeu de la langue

- **Parler la langue de l'interlocuteur est une stratégie de séduction**. De nombreux hommes politiques tentent de conquérir l'auditoire en incluant des passages en langue étrangère dans leur discours (« Ich bin ein Berliner » par John Fitzgerald KENNEDY en 1963 ; « Somos todos americanos » par Barack OBAMA aux Cubains en 2014…).

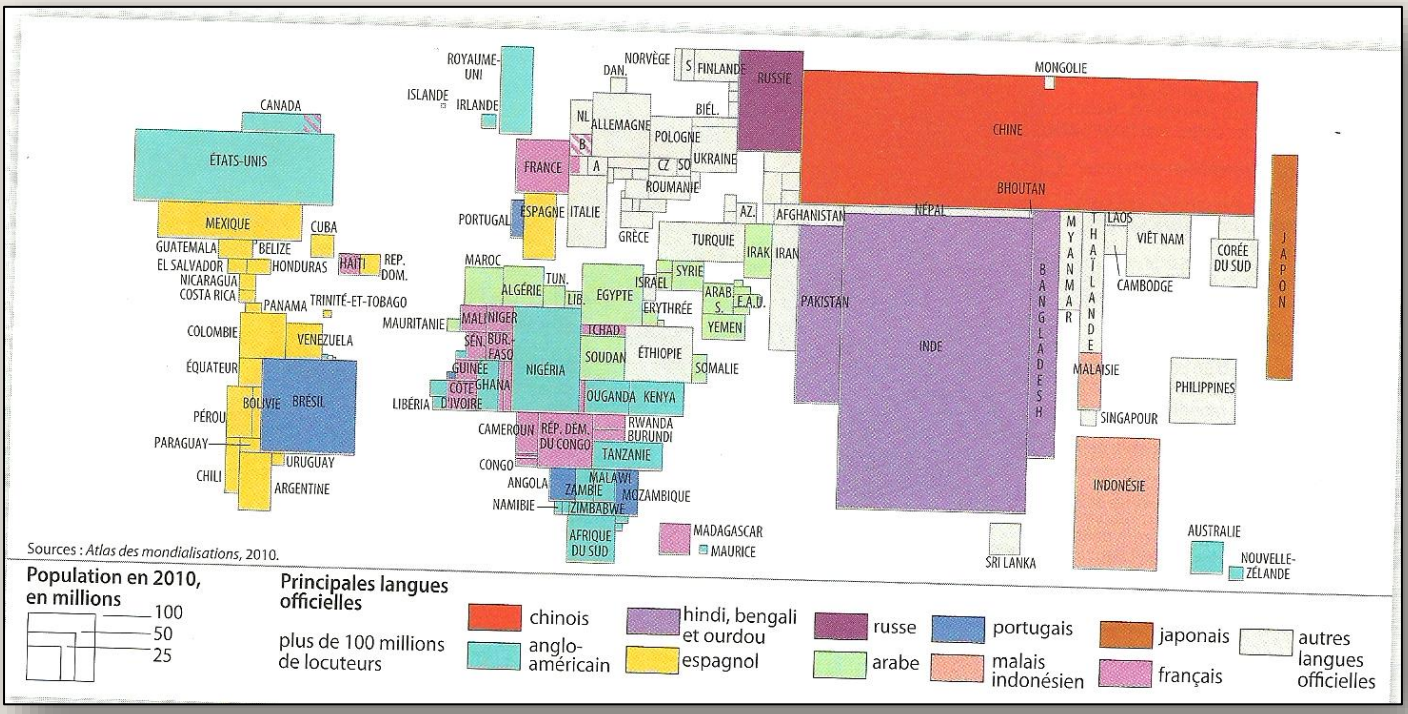
- **On compte environ 6 000 langues et dialectes dans le monde**. La grande majorité sont des langues régionales ou tribales qui ne concernent que 5 % de la population mondiale. En revanche, 350 langues comptent plus d'1 million de locuteurs ; une vingtaine d'entre elles plus

de 50 millions (cf. carte) – on notera que 140 langues officielles sont recensées dans les 193 Etats du monde (32 langues sont au moins parlées dans deux pays).

- Certaines langues, comme l'anglais, l'espagnol, le français ou l'arabe sont considérées comme des **langues internationales**. Leur diffusion est souvent liée à l'histoire (phases d'expansion impériale ou de colonisation).

- **La langue peut être un outil de domination intégré dans une politique autoritaire**. La colonisation du XVIe au XIXe siècle s'est accompagnée de la diffusion des langues et des cultures européennes, ce qui a contribué au contrôle des peuples autochtones. Dans les Etats pluriethniques, les pouvoirs centraux peuvent mener des politiques d'éradication des langues et des cultures minoritaires (en Chine, la province turcophone et musulmane du Xinjiang est en voie de sinisation forcée).

- **A l'échelle mondiale, la langue est un outil de rayonnement et d'influence diplomatique** (français et anglais sont les langues du CIO et de l'ONU – les Nations unies comptent 6 langues internationales : français, anglais, russe, chinois, arabe et espagnol). Ce rayonnement s'appuie sur des **relais** comme la télévision (TV5, Al Jazeera, CNN), les établissements scolaires (lycées français) ou encore les diasporas (le lingala est ainsi parlé sur tous les continents grâce à la diaspora congolaise).



-L'anglais, un outil de domination des relations internationales ?

- Le développement des relations internationales, la mondialisation et sa « société de communication » ont favorisé **la prééminence de l'anglais**. Depuis 1945, elle accompagne la domination états-unienne en s'appuyant sur les anciennes colonies de l'Empire britannique.

- Véhicule de la culture américaine, **l'anglais est également la langue des affaires et de la communauté scientifique**.

-La francophonie, outil culturel ou politique ?

-la « francophonie », avec un *f* minuscule, désigne l'ensemble des peuples ou des groupes de locuteurs qui utilisent particulièrement ou entièrement la langue française dans leur vie quotidienne ou leurs communications ;

-la « Francophonie », avec un *F* majuscule, désigne plutôt l'ensemble des gouvernements, des pays ou des instances officielles qui ont en commun l'usage du français dans leurs travaux ou leurs échanges.

1. La langue française, une place privilégiée et croissante dans le monde

- **En 2018, le français était la 5e langue la plus parlée au monde avec 300 millions de locuteurs** (soit 4 % de la population mondiale). Si l'on retire la France, c'est la République démocratique du Congo qui concentre le plus de francophones (33,2 millions, soit 47 % de la population), suivie du Maroc (10,6 millions), du Canada (10 millions), du Cameroun et de la Belgique.

- Dans certains pays et territoires, le français est la **langue maternelle** de la grande majorité de la population (en France, en Wallonie, au Québec), tandis que dans d'autres, le français est la **langue administrative**, ou une **deuxième ou troisième langue**, comme dans nombre de pays africains.

- De 300 millions en 2018, **le nombre de francophone devrait approcher les 700 millions en 2050 (soit 8 % de la population mondiale)** grâce à la forte croissance démographique de l'Afrique (où devraient se trouver 85 % de ces francophones).

2. Structurer la francophonie

- La francophonie est à l'origine une idée promue par Léopold SEDAR SENGHOR (président du Sénégal), Hamani DIORI (président du Niger), Habib BOURGUIBA (président de la Tunisie) et Norodom SIHANOUK (chef de l'État du Cambodge), notamment lors de **la première conférence de Niamey (1969)**, à laquelle a participé André MALRAUX (alors ministre de la Culture).

- **La structure de promotion et de développement de la francophonie naît en 1970** par la création de l'agence de coopération culturelle et technique (ACCT) – devenue en 2006 l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Siégeant à Paris, regroupant 88 pays, cette organisation est pilotée par un secrétaire général nommé par le Sommet de la francophonie (conférence des chefs d'État et de gouvernement, c'est la plus haute instance de l'OIF) qui se réunit tous les deux ans. Le mandat est de 4 ans, renouvelable :

-Boutros BOUTROS-GHALI (Egypte) de 1997 à 2002

-Abdou DIOUF (Sénégal) de 2003 à 2014

-Michaëlle JEAN (Canada) de 2015 à 2018

-Louise MUSHIKIWABO (Rwanda) depuis 2019

3. La francophonie, un relai d'influence

- Pour promouvoir la langue et la culture française, **la France dispose depuis longtemps d'un réseau de « centres culturels » :**

-structures fondées en 2011, les Instituts français comptent 98 pôles, dotés de 137 antennes locales réparties dans le monde ; ils sont chargés non seulement de la promotion de la culture mais aussi de celle de la langue française à l'étranger et de la « french tech » ;

-il existe environ 140 services culturels au sein des ambassades françaises ;

-il faut également prendre en compte les 800 Alliances françaises, entités créées en 1883 et qui possède un statut de fondation de droit privé reconnue d'utilité publique et liée au ministère français chargé des Affaires étrangères par une convention annuelle.

- **En 2018, Emmanuel MACRON a annoncé vouloir faire du français la 3e langue la plus parlée au monde**, soutenant une « francophonie décomplexée ». Plusieurs mesures ont été annoncées pour améliorer l'enseignement du français, promouvoir sa place dans les enceintes internationales et soutenir les artistes qui l'utilisent, comme les écrivains ou les musiciens. Dans un discours prononcé à Ouagadougou (Burkina Faso) en novembre 2017, il a appelé à relever « le défi » de faire du français « la première langue de l'Afrique » dans son discours « à la jeunesse africaine ». A New Delhi, il a également appelé à doubler le nombre d'étudiants indiens accueillis en France pour le porter à 10 000 d'ici 2020.

- **Cette activité suscite des critiques sous-entendant un certain néo-colonialisme**. En 2018, c'est le choix clairement exprimé d'Emmanuel MACRON, Louise Mushikiwabo (Rwanda), qui a été élu 4e secrétaire générale de la Francophonie au 17e sommet de la Francophonie à Erevan.

-La langue au service de puissances émergentes

1. Cas de la Chine

- Créés en 2004 par le gouvernement chinois, **les Instituts Confucius** sont des établissements à but non-lucratif dont l'objectif est la diffusion de la langue et de la culture chinoise. Il y en avait 358 répartis dans 105 pays en 2011 ; le chiffre est passé à **525 instituts dans 146 pays en 2018**. Le chinois est donc étudié à travers le monde par 1,7 million de personnes dans ces différents centres.

- La Chine consacre chaque année 314 millions de dollars (255 millions d'euros) pour sa politique de diffusion linguistique dans le monde. **Sa stratégie prend appui sur les acteurs locaux avec**

lesquels des partenariats sont créés. Ainsi, les partenaires (universités, municipalités) fournissent les locaux et le mobilier pour la mise en place de l'Institut (celui de l'université d'Artois d'Arras a ainsi pris résidence dans l'ancienne « maison de la recherche »). La Chine y place ensuite les enseignants et le matériel pédagogique.

- On estime aujourd'hui (chiffres de 2018) qu'entre l'école maternelle et l'université, **100 000 Français apprennent le chinois** ; ils n'étaient que 54 000 en 2013. Le premier Institut Confucius sur le sol français a été ouvert en 2005 à Poitiers. A l'échelle européenne, la France est le troisième pays européen le mieux doté en Instituts Confucius derrière le Royaume-Uni (29) et l'Allemagne (19).

- Si l'Asie-Pacifique est la zone qui concentre le plus d'Instituts Confucius, **l'Afrique est un continent ciblé par la diplomatie culturelle chinoise**.

- **Les Instituts Confucius peuvent être considérés comme un outil de la propagande chinoise** alors que les Européens adoptent une politique similaire avec des Goethe Institut, British Council, Institut Cervantes dans le monde entier.

2. Autres puissances émergentes

- **L'outil traditionnel privilégié demeure le centre culturel**, avec ou sans cours de langue. Les réseaux sont tous en phase d'expansion rapide. La Chine a ouvert près de 400 Instituts Confucius (où l'on enseigne la langue chinoise) dans 105 pays (carte), auxquels s'ajoutent 500 classes Confucius dans les établissements scolaires locaux, ainsi que 9 centres culturels. Le Brésil, quant à lui, dispose de 30 centres culturels et de 70 lectorats dans les universités. La Russie, possède, elle, 58 centres culturels et 25 représentations. Enfin, l'Inde a déjà créé 26 centres et 15 sont actuellement en projet.

- Fers de lance de la diplomatie culturelle soviétique dans les années 1970, **les instituts Pouchkine** deviennent de plus en plus actifs. De nombreux centres ont été ouverts, à Athènes, Caracas ou encore Hanoï, d'autres réactivés (en Europe centrale et orientale). Introduisant une dimension cultuelle à l'étude de la civilisation et de la langue, un de ces centres a été ouvert à Paris en 2017, entièrement financé par le Kremlin (à hauteur de 170 millions d'euros).

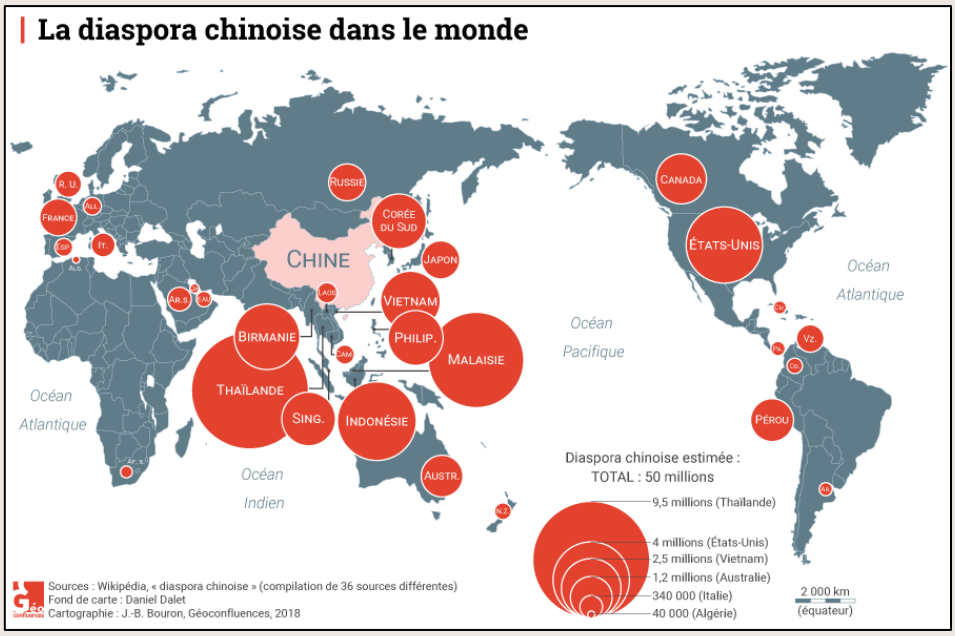
- **La Turquie** commence également à mener des actions culturelles ciblées dans les Balkans, notamment.

3. L'apport des diasporas

- **Les diasporas sont l'ensemble des membres d'une communauté dispersés dans plusieurs pays.** Les profils varient grandement selon les Etats d'origine. Parfois, une certaine nationalité est aimantée par un pays d'accueil en particulier, phénomène que les démographes appellent un

"couple migratoire" : les Mexicains s'installent quasi exclusivement aux Etats-Unis, 90 % des ressortissants algériens immigrés en Europe choisissent la France... D'autres diasporas se répartissent dans une multitude de pays, ainsi 45 millions de Chinois ont élu domicile dans près de 130 nations différentes.

- **La culture chinoise est présente partout grâce à la diaspora la plus importante du monde, plus ou moins proche du régime communiste :** 35 à 45 millions de personnes d'origine chinoise, surtout en Asie du Sud-Est (80% de la population de Singapour, 25% de celle de Malaisie ; les Chinois contrôleraient 60 à 70% du PIB indonésien, thaïlandais, malaisien). Il y a 600 000 Chinois en France. Il s'agit d'un relai économique et diplomatique sur lequel Pékin peut s'appuyer (pour diviser le mouvement hong-kongais par exemple) ou qu'il peut menacer (comme les opposants politiques – Ouïghours par exemple – à qui l'on prétend que la famille restée au pays sera condamnée).



- **Certaines communautés à l'étranger se sont établies à l'appui de traités** comme les 2 millions de Japonais installés au Brésil (Sao Paulo est la première ville japonaise hors du Japon – le Bairro da Liberdade est le quartier japonais de la métropole), les « Nikkei », depuis le traité d'amitié entre le Japon et le Brésil à la fin du XIXe siècle. On peut également citer les 2,7 millions de Turcs installés en Allemagne depuis la convention de Bad Godesberg de 1961.

- **Ces communautés peuvent constituer des relais d'influence ou de déstabilisation pour le compte d'une puissance tierce**. Ainsi, le despote turc Recep Tayyip ERDOGAN a demandé aux citoyens d'origine turque installés en Allemagne en 2017, dans un contexte tendu entre Berlin et Ankara, de ne pas voter pour la CDU, le SPD ou les Grünen, partis considérés comme « des ennemis de la Turquie ».

C) De nouvelles stratégies diplomatiques

-S'imposer comme puissance médiatrice

1. La hiérarchie des puissances diplomatiques

- La puissance diplomatique d'un Etat s'évalue généralement grâce à son nombre d'ambassades à l'étranger. **Depuis 2019**, selon l'étude du *think tank* australien Lowy Institute, **la Chine possède désormais le premier réseau diplomatique mondial** avec 276 représentations à l'étranger, soit 3 de plus que les Etats-Unis (les coupes budgétaires sous TRUMP ont par exemple entraîné la fermeture du consulat de Saint-Pétersbourg) et 9 de plus que la France (la Russie est 4e).

- Néanmoins, **les Etats-Unis restent de loin le centre mondial de l'activité diplomatique** : il s'agit du pays dans lequel le nombre de postes diplomatiques étrangers implantés est le plus grand (342 postes, loin devant les 256 postes en Chine).

- On notera que **le développement d'un réseau diplomatique sert l'affirmation d'une puissance, mais aussi ses ambitions géopolitiques**. Ainsi la Chine cherche à accroître ses relations diplomatiques au moyen de sa « diplomatie du carnet de chèques » en installant des postes diplomatiques dans des pays qui rejettent alors l'ennemi taïwanais. Taïwan n'est désormais reconnu que par 15 Etats à travers le monde (la plupart en Amérique latine et dans le Pacifique), contre 22 en 2016.

- Toutefois, la hiérarchie des puissances diplomatiques varie d'une étude à l'autre. D'après le Centre de diplomatie de l'Université de Californie du Sud et le cabinet de conseil en communication Portland, **la France serait devenue en 2017 la nation la plus influente dans le monde**, devant le Royaume-Uni et les Etats-Unis, suivis ensuite par l'Allemagne et le Canada. Ce rang lui aurait été conféré par ses succès diplomatiques (accord sur le nucléaire iranien de 2015, accords sur le climat de la COP21), l'agressivité chinoise, le retrait britannique via le Brexit et le recul des Etats-Unis lié à l'élection de Donald TRUMP.

2. Ces pays qui parlent avec tout le monde

- Lorsqu'une passante lui reprocha le 31 octobre 2019 d'accepter une interview dans *Valeurs actuelles* (hebdomadaire d'extrême-droite), Emmanuel MACRON, en visite à Honfleur, rétorqua qu'il désirait « parler à tout le monde ». **Le président français tente aussi depuis 2017, sur le plan international, de positionner la France en puissance médiatrice qui « parle à tout le monde »**. Cherchant, dans une perspective gaullo-mitterrandienne, à assurer le rang de puissance à la France (plutôt que la seule influence – on se reportera au livre de Maurice VAÏSSE, *La puissance ou l'influence*, 2009), Emmanuel MACRON s'est montré particulièrement actif au niveau international depuis son élection (volonté de préserver l'accord sur le nucléaire iranien, organisation du G7 à Biarritz, mobilisation du G5 Sahel, tentative de médiation entre le maréchal Khalifa HAFTAR et le président libyen Fayez SARRAJ, adoubé par l'Organisation des Nations unies), au risque d'être isolé face à la passivité de ses partenaires européens, l'offensive de POUTINE ou les mauvaises volontés de Donald TRUMP.

- **D'autres Etats s'emploient à « parler avec tout le monde » pour s'assurer une visibilité internationale et, en retour, préserver leur intégrité politique et territoriale**. Au Moyen-Orient, c'est le cas du Qatar ou du sultanat d'Oman :

-jusqu'aux années 1990, l'Arabie Saoudite était considérée comme le « parrain » du Qatar. Dès l'accession au pouvoir de l'émir HAMAD, le Qatar a renforcé ses liens avec les Etats-Unis (qui y ont installé leur plus grande base aérienne du Moyen-Orient, à Al-Udeid) et s'emploie à parler avec l'Iran (une minorité iranienne vit au Qatar, les deux pays se partagent un gigantesque gisement gazier) et même avec l'Afghanistan des Talibans – le pays a tout de même rompu ses relations diplomatiques avec la Syrie en juillet 2011. Cela a causé une crise entre Doha et Riyad (Arabie Saoudite) à l'été 2017.

-le sultan d'Oman, Qabous BEN SAÏD AL-SAÏD (1940-2020), despote à la tête de ce territoire ibadite (branche ultraminoritaire de l'islam – le kharidjisme) entre 1970 et 2020 (il meurt d'un cancer en janvier) a profité du choc pétrolier pour développer l'Etat. Il a surtout mené une diplomatie à contre-courant. Bien que membre de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du golfe, le club des pétromonarques du Golfe, le « sultan de Mascate » refuse de rompre avec l'Egypte, après la paix avec Israël, en 1979. Il se cantonne à une stricte neutralité durant la guerre Iran-Irak, entre 1980 et 1988. En décembre 1994, après la signature des accords d'Oslo entre l'Etat hébreu et l'OLP, Qabous reçoit même Yitzhak RABIN, au grand dam de ses pairs arabes, hostiles pour la plupart à la politique de normalisation prônée par les Etats-Unis. Israël ouvre deux ans plus tard une représentation commerciale à Mascate et une coopération se met en place entre les deux pays, dans le domaine du dessalement de l'eau de mer. Indifférent au schisme sunnite-chiite, il a hébergé dans le plus grand secret les réunions préparatoires sur l'accord concernant le nucléaire iranien (2015).

3. Neutralité et médiation

- La puissance diplomatique d'un Etat se remarque par sa capacité à gérer de potentielles tensions, même émanant de pays tiers. **Durant la guerre froide et les années 1990, l'hyperpuissance américaine a cherché à montrer sa force médiatrice au Moyen-Orient**, dans le cadre du conflit israélo-arabe (accords de Camp David sous CARTER et CLINTON).

- **La papauté est traditionnellement une puissance médiatrice mondiale**. A la fin du XIXe siècle, dépourvu de ses Etats pontificaux, le pape choisit la neutralité et adopte une stratégie d'arbitre (on parle des « bons offices, médiations et arbitrages » du Saint-Siège). La première médiation a lieu en 1885 entre l'Espagne et l'Allemagne qui se disputaient les îles Carolines, non loin des Philippines. Une médiation réussie au profit de l'Espagne. En suivront bien d'autres, pas toutes avec succès, à l'image de l'appel à la trêve du pape Benoît XV pour Noël 1914. Le Vatican a exercé un rôle dans la désescalade au Mozambique dans les années 1990 ou encore dans le rapprochement entre Cuba et les Etats-Unis sous OBAMA. Son rôle diplomatique est reconnu : en 1900, 4 États avaient une ambassade au Vatican ; 180 États y possèdent aujourd'hui une représentation.

- **Le Qatar entend se projeter diplomatiquement dans le cadre de médiations régionales** : au Liban en 2007-2008, en consultation avec l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Syrie (l'accord de Doha, en mai 2008, permet l'élection d'un président de la République et la formation d'un gouvernement d'unité nationale à l'heure de la montée en puissance du Hezbollah) ; au Yémen en 2007 (dans le cadre du conflit avec la rébellion houthi) ; au Darfour en 2008 ; après la crise de Gaza en 2009 ou

entre mouvements palestiniens déchirés en 2012. Le Qatar comble un vide diplomatique et reprend une tradition des diplomaties égyptienne ou algérienne (au grand dam de celles-ci), en particulier à l'heure de l'affaiblissement diplomatique du Caire. Le Qatar a joué un rôle dans les négociations avec les Talibans afghans lors du retrait des troupes américaines en 2011 ; l'émirat met encore à la même table islamistes afghans et américains (huitième rencontre à Doha en août 2019). Dans le cadre des tensions entre Etats-Unis et Iran (début 2020), le Qatar cherche aussi un rôle de médiateur.

-La diplomatie du cadeau

1. La diplomatie culturelle, outil pour développer ou renforcer les relations entre deux Etats

- Dans le cadre de leur politique étrangère, les Etats ont développé une véritable diplomatie culturelle. Celle-ci consiste à **échanger des productions culturelles (films), des caractères culturels (langue, arts) entre Etats pour favoriser la compréhension mutuelle et les bonnes relations entre ceux-ci**. Si la culture se diffuse théoriquement librement à l'échelle mondiale, la diplomatie culturelle vise à accélérer cette diffusion. Le réseau culturel français à l'étranger organise ainsi plus de 26 000 manifestations culturelles par an (Festival de la France en Croatie en 2015 ; Année France-Chine en 2014-2015, saison culturelle France-Roumanie lancée en novembre 2019, etc.).

- La diplomatie culturelle permet ainsi **de conférer une image positive à un pays, d'accroître la coopération entre deux Etats, de faciliter les accords entre eux voire d'empêcher tout conflit**. Durant la guerre froide, en 1959, la foire internationale de Moscou consacre une exposition aux Etats-Unis. Si le vice-président NIXON y vante le confort américain, KHROUCHTCHEV y voit une « civilisation du gadget » (« Kitchen Debate »).

- **Souvent, cette diplomatie prend la forme de conventions de coopération culturelle signées entre représentants de deux États pour conduire une opération conjointe ayant leur accord mutuel**. La France et l'Allemagne ont ainsi des « sommets culturels » où se règlent des problèmes et s'organisent des actions croisées. Des actions ciblées peuvent aussi être engagées, comme la création du Louvre Abou Dhabi, qui procède d'un accord intergouvernemental signé le 6 mars 2007 entre la France et les Émirats arabes unis.

- **Il ne s'agit pas en tout cas d'une politique toute neuve**. Le rapport à la Chambre des députés sur le budget de 1920 en France notait ainsi : *« Nos lettres, nos arts, notre civilisation industrielle, nos idées ont exercé de tout temps un puissant attrait sur les nations étrangères. Nos universités, nos écoles à l'étranger sont de véritables foyers de propagande en faveur de la France ; elles constituent une arme aux mains de nos pouvoirs publics. C'est pourquoi le ministère des Affaires étrangères et ses agents de l'extérieur doivent diriger et contrôler les initiatives, inspirer à tout prix la pénétration intellectuelle française avec la conviction qu'elle est une des formes les plus sûrement efficaces de notre action à l'étranger, qu'elle est, à l'égard des différentes nations, l'un des moyens les plus riches en ressources et les moins discutables de notre politique extérieure. »*

- **Les actions liée à la francophonie entrent dans le cadre de cette diplomatie culturelle**. La langue française devient une passerelle pour le développement de relations entre la France et d'autres pays. D'ailleurs, après sept années consécutives de baisse, le budget de l'Institut français a connu, en 2019, une hausse de près de 6 %.

2. La diplomatie du panda

- Il s'agit d'une pratique consistant à offrir un panda géant, trésor national chinois, avant d'entamer des relations diplomatiques avec un pays ou pour sceller celles-ci. Ce procédé **existait déjà sous la dynastie TANG (618-907)** mais a été surtout utilisé lorsque la Chine communiste (RPC) recherchait des alliés. Ainsi, en 1972, la Chine de MAO offre 2 pandas au zoo de Washington après la visite de Richard NIXON à Pékin.

- Sous la pression des organisations environnementales, cette politique de don a cessé en 1984 et a été **remplacée par des prêts à long terme accordés à des zoos étrangers**. Selon le protocole chinois, les « premières dames » des pays concernés jouent le rôle de marraine des pandas.

- **D'autres animaux ont pu jouer ce rôle symbolique permettant d'impulser des relations diplomatiques :** la girafe offerte par le souverain d'Egypte (à LAURENT de Médicis en 1486, à CHARLES X en 1827) ou encore le rhinocéros (probablement déjà échangé dans l'Antiquité – CLEOPATRE en aurait reçu des mondes indiens – et offert encore de nos jours par le Népal, comme à la Chine en 2018).

3. La diplomatie du cadeau dans le cadre d'une stratégie prédatrice

- **L'Afrique a souvent été un espace de convoitises**, autant pour ses ressources que ses intérêts géopolitiques. En conséquence, depuis les indépendances de la deuxième moitié du XXe siècle, plusieurs Etats ont cherché à s'attirer les faveurs des Etats décolonisés par des dons ou des investissements stratégiques.

- **En 1963, la Chine de MAO investit une partie de l'Afrique**, prolongeant les liens noués à la conférence de Bandung en 1955. A la recherche d'alliés pour compenser la rupture avec l'URSS, elle envoie ZHOU En-Lai visiter une dizaine de pays. Alors qu'elle est encore un pays pauvre, la Chine offre son assistance financière et technique aux pays africains. Elle construira la célèbre ligne Tanzam (entre la Tanzanie et la Zambie) en 1970.

- Devenue une grande puissance, **la Chine vise à assoir son emprise sur l'Afrique par la diplomatie du carnet de chèques**. Dès 2015, XI Jinping promet 2 milliards de dollars aux pays pauvres, l'annulation des dettes, huit mille casques bleus et le financement d'une police pour l'Union africaine à hauteur de 100 millions de dollars… Cette politique s'est renforcée dans le cadre de la Nouvelle route de la Soie et se couvre d'intérêts et d'arrière-pensées.

1. S'affirmer par le sport

- Les grandes compétitions sportives, leur couverture médiatique mondiale et l'émotion qui en découle sont utilisées par les pouvoirs politiques pour affirmer leur place. Il s'agit d'une **stratégie ancienne** : les Jeux olympiques (JO) de 1936 ont ainsi été instrumentalisés par le régime nazi pour en faire une vitrine de la nouvelle Allemagne.

- **Les JO sont traditionnellement utilisés par certains pays pour vanter leurs performances sportives, hypothétiques reflets de sa puissance**. C'est le cas des sportifs (dopés) d'Allemagne de l'Est durant la guerre froide ou de la Chine en 2008. Les JO ont alors été organisés à Pékin, ce qui a permis d'affirmer la présence internationale de la puissance et son ambition de devenir la première nation sportive. Aux JO d'hiver de Sotchi (2014), la Russie a cherché à se hisser à la première place des médailles (33 médailles, contre 26 pour le deuxième, la Norvège).

- Les JO de Sotchi (2014), davantage que la Coupe du monde de 2018, ont suscité des **interrogations voire des condamnations** de plusieurs pays quant au choix de l'organisateur (la Russie). Ainsi, le ministre des Affaires étrangères tchèque avait réclamé un boycott, déclarant : « Je trouve qu'organiser une fête de paix et du sport dans le voisinage immédiat d'un lieu où l'on a massacré et mené une guerre d'agression [Ossétie du Sud et Géorgie] est une idée étrange ». Néanmoins, la photographie montrant Vladimir POUTINE entouré de BAN Ki-Moon (secrétaire général de l'ONU) et de Thomas BACH (président du CIO) lors de la cérémonie d'ouverture a martelé le fait que la Russie revenait sur le devant de la scène internationale.

- On notera que l'affirmation à l'international par le sport concerne **aussi des nations, des régions ou des peuples qui aspirent à une reconnaissance nationale ou internationale**. C'est le cas des Catalans qui brandissent leur drapeau lors des matchs de football du FC Barcelone ou des sportifs revendiquant leur appartenance à un peuple révolté (comme l'athlète Salah AMAIDAN qui milite en faveur du peuple sahraoui).

- **La diplomatie sportive est généralement organisée pour renforcer la diplomatie économique et l'influence des pays**. Ainsi, la France a présenté en janvier 2015 les axes de sa stratégie sportive sur la scène internationale. Poursuivie par Emmanuel MACRON, cette politique vise à doter la France d'un plan d'action coordonné par un ambassadeur en charge du sport afin d'améliorer l'attractivité en matière d'événements sportifs (la France organisera ainsi les JO à Paris en 2024), d'accroître la place du pays dans les instances internationales, de promouvoir le français comme langue officielle du CIO et de soutenir les entreprises sportives françaises dans leur conquête des marchés étrangers.

2. S'opposer, se réconcilier grâce au sport : le sport comme outil d'*hard* et de *soft power*

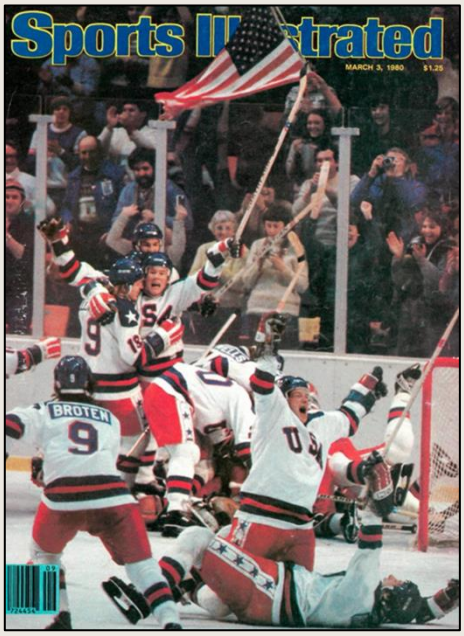
- **Le sport a permis à certaines puissances d'isoler des Etats**. C'est le cas des vainqueurs de la Grande Guerre qui exclurent les Allemands et leurs alliés des JO d'Anvers (1920) et de Paris (1924).

- Le boycott des JO est aussi un moyen de signifier son opposition, d'imposer sa domination à ses alliés et de décrédibiliser l'ennemi. **Durant la guerre froide, plusieurs boycotts ont été plus ou moins suivis :**

-JO de Melbourne (1956) : des pays européens comme la Suisse, les Pays-Bas et l'Espagne boycottent afin de dénoncer l'ingérence de l'URSS en Hongrie. Des pays arabes tels que le Liban, l'Égypte et l'Irak pour dénoncer la présence Israélienne à Suez. Enfin, la République populaire de Chine quitte les jeux lorsque le drapeau de Taïwan est levé.

-aux JO de Moscou (1980), les Etats-Unis vont entraîner derrière eux plus de cinquante autres pays dont la RFA (mais pas la France ni le Royaume-Uni) ; seules 80 nations y seront présentes, soit le plus faible total depuis 1956.

- **Les compétitions sportives entre deux puissances antagonistes sont parfois l'occasion d'enjeux extra-sportifs et de propagande**. Aux JO d'hiver de 1980 (Lake Placid, Etats-Unis), la poule finale de la compétition de hockey sur glace voit quatre équipes s'affronter pour le titre : la Finlande, la Suède et les Etats-Unis et l'URSS (qui a gagné les 4 derniers titres olympiques et 14 des 17 derniers championnats du monde). Contre toute attente, les Américains (l'équipe est composée d'universitaires ; il est interdit de prendre des hockeyeurs professionnels aux JO) remportent cette rencontre, surnommée « miracle sur glace » la victoire sur le score de 4 à 3. Cette rencontre mobilise rapidement le peuple américain : le Field House (huit mille cinq cents places) est archicomble. La chaîne de télévision NBC tente même de faire modifier l'horaire du match, prévu à 17 heures : elle souhaite qu'il soit décalé à 20 heures, pour rassembler en nombre les téléspectateurs américains ; elle essuie un ferme refus soviétique. L'entraîneur de l'équipe Herb BROOKS déclarera alors « cela prouve que notre mode de vie est le bon ». Les matchs de NBA sont interrompus pour communiquer la victoire aux Américains. Le célèbre hebdomadaire américain *Sports Illustrated* lui consacre une couverture sans titre ni accroche – du jamais vu –, la photographie prise par Heinz KLUETMEIER où l'on voit les hockeyeurs américains s'étreindre suffisant à matérialiser le triomphe. Jimmy CARTER reçoit toute l'équipe à la Maison-Blanche. On invente outre-Atlantique une expression qui fera florès pour qualifier ce match : « Miracle on Ice » (le « miracle sur glace »). L'épopée fait l'objet d'un téléfilm dès 1981… Côté soviétique, la défaite est vécue comme un drame national (les bureaux de l'agence Tass à Lake Placid sont même fermés durant 24 heures pour différer la nouvelle, la Pravda ne lui consacre pas une ligne).



- **Le sport a également été un moyen de rapprochement entre les puissances** :

-le tournoi d'exhibition de tennis de table entre Américains et Chinois en 1971 a permis aux 2 pays de renouer des liens diplomatiques ; cette « diplomatie du ping-pong », orchestrée par ZHOU En-Lai et Henry KISSINGER a eu un fort retentissement : « Le bruit des balles sur la table a été entendu dans le monde entier » ;

-le cricket joue un rôle de lien entre l'Inde et le Pakistan : le 15 février 2015, plus d'un milliard de téléspectateurs ont pu voir réunis les diplomates des 2 pays à l'occasion de la Coupe du monde (diplomatie du cricket) ;

-en 2016, à l'occasion de la réconciliation entre Cuba et les Etats-Unis, on a pu évoquer la « diplomatie du base-ball ».

3. L'émergence au prisme du sport

- Depuis le début des années 2000, **on assiste à une reconfiguration des localisations des grands événements sportifs vers les pays émergents**. Aux JO et coupes du monde, il faudrait ajouter les grands prix automobiles de Formule 1 de Turquie et d'Abu Dhabi (qui remplacent ceux de Magny-Cours et d'Indianapolis), ou encore l'apparition de tournois de tennis professionnels de Kuala Lumpur (Malaisie) et de Johannesburg (Afrique du Sud). En 2020, l'Arabie Saoudite accueille le Rallye Dakar.

- Le Qatar a élaboré en 2008 un plan de développement intitulé « Qatar National Vision 2030 » fixant des objectifs touristiques sportifs prioritaires. **Les élites politiques qataries sont depuis engagées dans une diplomatie sportive active** qui passe par l'achat de grands clubs de football européens (PSG par exemple), par le soutien financier apporté à d'importantes manifestations (Prix de l'arc de Triomphe, Tour de France) ou par l'organisation de la Coupe du Monde 2022.

II] Quadriller la planète : les nouvelles stratégies de puissance dans un monde multipolaire/zéropolaire

A) Accroître son potentiel de projection mondiale

-Le marché de l'armement se porte bien

1. Moins de conflits mais plus d'armes

- Nombreux au XIXe et au XXe, **les conflits le sont bien moins désormais** (guerre Cambodge/Thaïlande en 2011 : 41 morts)

- Les 5 États du Conseil de sécurité de l'ONU sont aussi **les plus gros exportateurs d'armes dans le monde** -> 1 milliard d'armes en circulation

- En 2015, **les États-Unis dépensaient près de 615 milliards de dollars** pour son armement (budget militaire), soit 5 fois plus que le 2e (Chine) – le différentiel était de 1 pour 7 en 2010… La Chine a d'ailleurs lancé en avril 2017 son second porte-avion « made in China ». La Russie en fait construire un 2e également, le premier étant trop vétuste (sa fumée noire se voit depuis l'espace !).

- Certes, **les puissances traditionnelles (« établies »** selon Michel FOUCHER) doivent maintenir leur « équilibre de la terreur » (cf. arme nucléaire ; achat de Mistral par la Russie à la France).

2. Un armement de plus en plus sophistiqué

- **La Russie développe des armes de rupture stratégique, les missiles hypersoniques** (Kinjal et Avangard) qui pourront lui conférer à terme une avancée technologique et militaire. De telles armes grâce à leur vitesse supérieure à Mach 5, à la condition qu'elles soient associées à des manœuvres, disqualifient les capacités actuelles d'interception des défenses adverses (déni d'accès). Du coup, ces armements peuvent faire peser à tout moment et à toute distance une menace instantanée de frappe conventionnelle, voire nucléaire.

- Outre la France, **4 pays disposent de programmes visibles de recherche et de développement en matière d'armements hypersoniques** : les Etats-unis, la Chine, la Russie et l'Inde (en coopération avec la Russie).

- **Les drones (on parle aussi d'aéronefs) sont utilisés depuis des décennies pour des missions d'observation militaire** (observation et surveillance de zones de conflits, acquisition de renseignements, localisation électromagnétique et désignation de cibles, etc.). Les premières utilisations ont lieu durant la guerre du Vietnam (3 500 missions de reconnaissance effectuée), puis pendant la guerre du Kippour en 1973 (Israël sature et leurre les défenses aériennes

égyptiennes installées le long du canal de Suez au moyen d'un grand nombre de drones de faible coût, et donc non réutilisables).

- **Depuis le début des années 2000, le rôle des drones s'est sans cesse accru** ; ils occupent désormais une place centrale dans les opérations militaires. En 2003, lors de la deuxième guerre d'Irak, les Américains ont utilisé des drones comme leurres pour que la défense aérienne de Bagdad se découvre. Lors du conflit en Afghanistan (2001-2014), plus de 600 drones de types variés ont été mis en œuvre, certains étant armés de missiles ou de bombes à guidage laser.

3. Miser sur la flotte

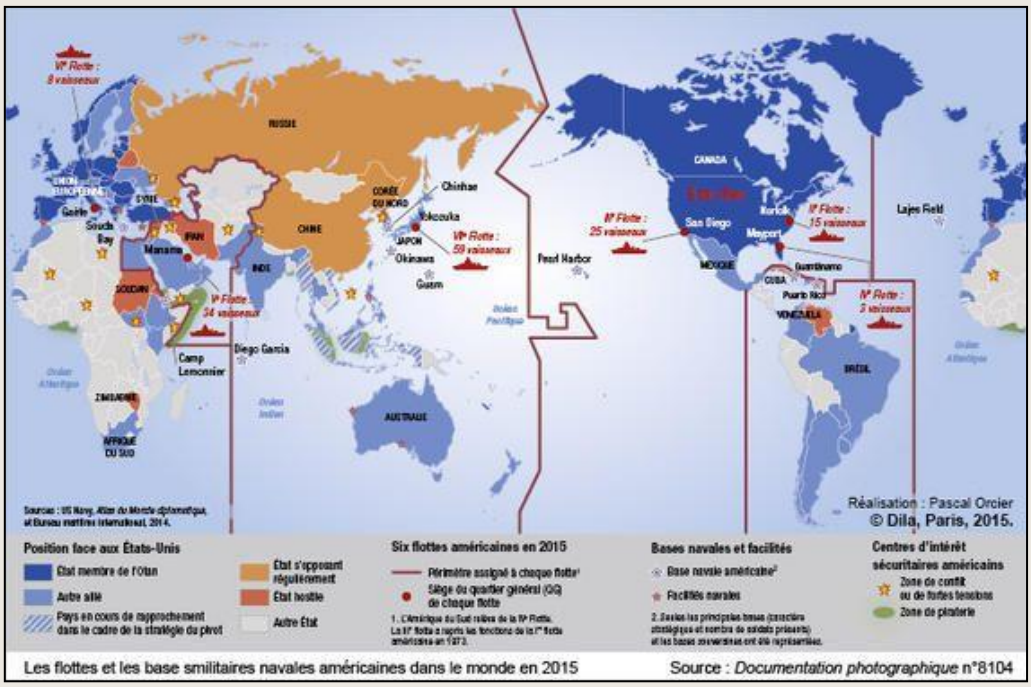
- En décembre 2019, la Chine a placé en service actif un deuxième porte-avion, « 100 % made in China ». Un troisième, nucléaire cette fois-ci, devrait être opérationnel en 2025 (à ce jour, seuls les États-Unis et la France disposent de tels navires). **Le pays possède désormais la seconde flotte militaire au monde**. En 2015, XI Jinping affirmait vouloir « abandonner la mentalité terrienne pour devenir une puissance maritime […] afin de protéger la souveraineté nationale ».

- **Cette progression de l'appareil maritime chinois va de pair avec le développement d'un armement spécifique** : missiles antiaériens de longue portée pour se défendre en haute mer ; canon électromagnétique destiné à de petits croiseurs ; développement de missiles balistiques anti-porte-avions…

- **En réaction à la progression de la marine de guerre chinoise, toutes les puissances navales se modernisent**. Dans son dernier budget militaire, le Japon a prévu de lancer une nouvelle classe de destroyers de 3 900 tonnes. La Russie de Vladimir POUTINE possède 6 fois moins de navires que l'URSS. Elle modernise sa flotte avec des moyens limités et ne parvient plus à produire de grands bâtiments de surface mais sa marine acquiert des capacités nouvelles très performantes. Durant la campagne pour les élections européennes de 2019, la CDU allemande souhaitait bâtir un porte-avions européen.

-Essaimer des bases militaires

- **Les Etats-Unis possèdent le plus grand réseau de bases militaires.**



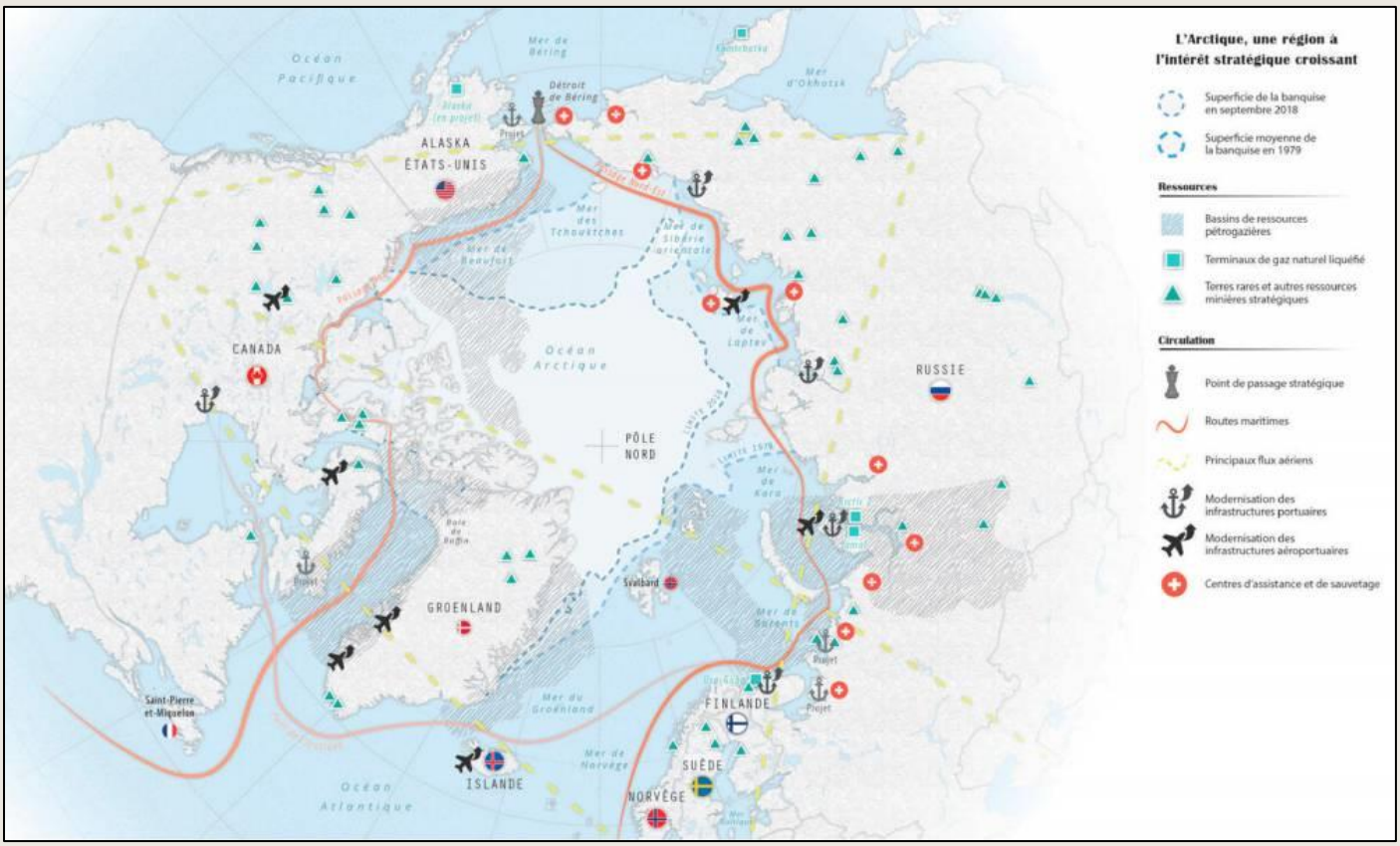
Les flottes et les base smilitaires navales américaines dans le monde en 2015 Source : *Documentation photographique* n°8104

- **Djibouti**. Ce petit pays de 818 000 habitants (2015) est devenu un véritable « Etat garnison » a fait du commerce des bases militaires un élément structurant de son développement et de son positionnement international. Ainsi, après quarante années d'indépendance, Djibouti, est désormais un acteur stratégique du continent. La France y a une base dès 1977 ; les Etats-Unis depuis 2003. On trouve aussi des Japonais, des Italiens, des Espagnols (50 hommes). Ce commerce des bases militaires est aussi un piège. Les bénéfices tirés de l'exploitation de la location des implantations militaires sont très relatifs. D'autre part, la souveraineté du pays est altérée même si les autorités conservent, *in fine*, le droit d'expulser les « locataires ».

- **Politique chinoise en mer de Chine.** Depuis 2012, la Chine accentue ses investissements dans l'économie maritime et la marine chinoise. Malgré la signature qu'elle a apposée aux accords internationaux relatifs aux ZEE, la Chine a d'importantes prétentions en mer de Chine. En 2014, la Pékin installe une plate-forme pétrolière dans les eaux territoriales du Vietnam, avant de la démonter, provoquant un incident diplomatique. Les revendications chinoises se doublent d'une occupation très active des récifs et de la transformation de certains îlots et récifs en îles par poldérisation et artificialisation (cf. archipel des Spratleys), ce qui permet d'étendre la ZEE chinoise.

-L'enjeu des pôles

- **Arctique :**



- **Antarctique.** En 2011 Moscou a affirmé lors de la RCTA vouloir mener à l'horizon 2020 des « investigations complexes portant sur les ressources minérales, en hydrocarbures et les autres ressources naturelles de l'Antarctique ». Quant à la Chine, en février 2016, le Quotidien du Peuple a rapporté que la 32ème expédition chinoise en Antarctique devait conduire « plusieurs expériences minières des fonds marins ». Cela démontre que la prospection géologique à des fins scientifiques peut servir de paravent à des finalités moins philanthropiques.

B) Maîtriser les voies de communication : le cas des Nouvelles routes de la soie

-Un projet qui vise à sécuriser les échanges chinois

- **A l'automne 2013**, Xi JINPING a lancé un projet de « nouvelle route de la soie » (présenté en grandes pompes le 14 mai 2017 à 29 chefs d'Etat, dont Vladimir POUTINE et Recep Tayyip ERDOGAN). Baptisé OBOR (« One Belt, One Road »), il a été renommé « Belt and Road Initiative » en 2017.

- **Ce projet doit permettre la réalisation de 2 axes de commerce principaux**, l'un terrestre (ferroviaire et autoroutier), l'autre maritime (mers chaudes et Arctique). L'ensemble s'étendrait sur plus de 10 000 kilomètres, reliant la Chine à 64 (ou 68 selon les chiffres) autres Etats d'Asie, d'Europe et d'Afrique, englobant 4,4 milliards d'habitants et 62 % du PIB mondial.

- La mise en œuvre de ce projet colossal nécessite des financements estimés entre 4 000 et 26 000 milliards de dollars (1 000 milliards de dollars ont initialement été avancés) que la Chine ne peut

financer seule, d'où **la création d'une Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII)**. Cette banque a été fondée en octobre 2014 et elle regroupait, en 2019, 93 Etats (dont 67 en Asie) ; chaque Etat dispose d'un droit de vote proportionnel à sa contribution financière (comme au FMI). La moitié des fonds vient de Chine.

- La mise en place de ces Nouvelles routes de la soie nécessite de **développer des projets (plus de 900 sont d'ores et déjà envisagés) par le biais d'accords avec les pays concernés**. En 2018, Emmanuel MACRON a ainsi soutenu le projet (« Après tout, les routes de la soie n'ont jamais été purement chinoises ») et annoncé que la France était prête à participer au cas par cas à des projets d'investissements communs le long des corridors. Certains sont pharaoniques comme le tunnel de 103 km sous la mer entre Helsinki (Finlande) et Tallinn (Estonie) pour 15 milliards d'euros.

- **Les objectifs poursuivis par la Chine à travers ce projet sont d'abord économiques** : échanges facilités avec les autres pays, ouverture de nouveaux débouchés commerciaux pour écouler les produits chinois, développement des IDE chinois…

-Un projet au service de la politique de puissance de la Chine

- Président de la République populaire de Chine depuis mars 2013, **XI Jinping a intégré le projet des Nouvelles routes de la soie dans un programme plus vaste** qui vise à faire de la Chine la première puissance mondiale en 2049 et de développer la Chine pour accéder à une « société de moyenne aisance » (discours en 2018).

- **Ce projet constitue en fait le prolongement de la politique du « collier de perles »** (l'expression est utilisée par les Américains en 2005) qui vise à racheter ou louer des infrastructures portuaires dans le but de garantir la sécurité des voies d'approvisionnement maritimes chinoises jusqu'au Moyen-Orient. Durant les dix dernières années, la Chine a fait l'acquisition des ports d'Isla Margarita (Panama), du Pirée (Grèce) ou de Gwadar (Pakistan) – près des deux-tiers des 50 plus grands ports mondiaux comptaient des participations chinoises en 2015.

- **Le projet répond à une stratégie géopolitique et diplomatique simple** qui consiste à sécuriser les mers et les approvisionnements du pays tout en renforçant les liens avec les Etats intégrés au projet, les moins développés étant aidés en échange d'un alignement sur les positions chinoises en politique internationale. En d'autres termes, l'objectif du BRI est multiple :

1. sécuriser ses exportations et approvisionnements de matières premières (l'objectif est l'indépendance énergétique) en amarrant à son vaste *hinterland* l'Asie du Sud-Est, l'Asie centrale, l'Asie du Sud, le golfe persique, la Russie, l'Europe occidentale et l'Afrique de l'est pour parer à un blocus états-unien ;

2. maintenir des débouchés à sa production, en particulier dans le secteur des infrastructures, et de contourner les éventuelles hausses de coûts salariaux en délocalisant dans certains des pays traversés ;

3. créer des couloirs économiques dynamiques stimulant sa croissance ;

4. accéder plus facilement au marché européen ;

5. nouer des alliances politiques, diplomatiques et stratégiques durables avec les Etats bénéficiaires ;

6. étendre son influence auprès des pays asiatiques ;

7. soutenir l'internationalisation du yuan, aux dépens du dollar.

- La géographie de ces « Nouvelles routes » laisse donc apparaître **la volonté d'isoler les Etats-Unis.** Initialement, l'ensemble de l'Amérique semblait bannie mais la Chine a finalement annoncé que l'Argentine ou le Chili ont vocation à y participer.

- **La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) peut être vue comme une alternative aux institutions de Bretton Woods comme le FMI**. Au consensus de Washington (qui présuppose des prêts en échange de politiques de rigueur) se substituerait un « consensus de Pékin » annoncé comme généreux et sans arrière-pensées.

-Des conséquences multiples

1. Des recompositions géographiques

- **Certaines zones, en particulier les interfaces, vont être dynamisées par ce projet**. Ainsi, la zone économique transfrontalière de Khorgos (Kazakhstan/Chine) est devenue en quelques années un espace d'échanges d'une grande intensité, à la fois plateforme multimodale, zone de stockage et centre commercial sans droits de douane. Parfois surnommée « le prochain Dubaï », elle pourrait devenir un hub majeur sur les Nouvelles routes de la soie.

2. Des Etats soumis à la Chine

- La Chine finance un réseau ferroviaire transasiatique desservant 8 pays sur 417 km entre Vientiane (capitale du Laos) et Kunming (au sud de la Chine). **Cela risque de placer ce pays pauvre dans la dépendance chinoise** (le Laos figure parmi les 8 pays les plus endettés à l'égard de la Chine). A Djibouti, la dette publique extérieure a bondi de 50 à 85 % du PIB en deux ans selon le FMI, à cause des créances dues à la Chine.

- Selon une note du Trésor français, **96 % des projets financés par Pékin dans le cadre de la Nouvelle route de la Soie seront confiés à des entreprises chinoises ou à participation chinoise**. Or, la Chine tarde à respecter les délais. En Indonésie par exemple, Pékin a décroché en 2015 le contrat pour construire la première ligne de chemin de fer à grande vitesse du pays mais, plus de trois ans après, les travaux ont à peine commencé, en particulier en raison des rivalités politiques dans la région. Un autre tronçon, en Thaïlande, a été retardé par des disputes concernant le financement, les conditions d'emprunt et une législation du travail peu flexible.

3. L'hostilité de certaines puissances et acteurs

- **Le dessein chinois trouve de plus en plus de critiques depuis la mise en route du projet**. Plus elle devient une grande puissance, plus la Chine, qui a longtemps joué sur la solidarité des peuples opprimés, doit affronter les reproches d'impérialisme :

-en août 2018, la Malaisie a annulé un projet d'investissement chinois ferroviaire et gazier de 22 milliards de dollars, son Premier ministre estimant qu'il conduirait à un endettement trop important du pays, mais aussi à une forme de dépendance ;

-en Thaïlande, au Vietnam ou encore au Laos, dépendants économiquement de la Chine, les réticences montent.

- **L'Inde** (qui voit d'un mauvais œil la route de la soie passant par le Sri Lanka et soutenue par le Pakistan) **et le Japon ont lancé un projet concurrent en 2016** : le Corridor de croissance Asie-Afrique, appelé également **« route de la liberté »**. Les constructions d'infrastructures s'appuieront sur l'expertise japonaise et mettront l'accent sur le développement durable en redynamisant des routes maritimes anciennes entre Afrique et Pacifique.

- **Le projet des Nouvelles routes de la soie est bien accueilli officiellement par l'UE mais crée des tensions** entre le couple franco-allemand et les pays qui ont accepté les financements chinois sans l'aval de Bruxelles (Italie, Grèce).

C) Une nouvelle course à l'espace

Ce point sera développé en Terminale HGGSP.

- **Une nouvelle course à l'espace se dessine depuis les années 2010**. La Chine, qui a envoyé son premier taïkonaute dans l'espace en octobre 2003 (YANG Liwei), a tracé une feuille de route jusqu'en 2045, prévoyant d'abord plusieurs missions lunaires (avec l'établissement d'une base occupée en permanence sur la Lune vers 2036), puis vers Mars (Pékin souhaite y envoyer un orbiteur, une plateforme d'atterrissage et un astromobile pour ramener des échantillons de la planète rouge sur Terre, d'ici 2030) puis vers Jupiter et son satellite Ganymède (vers 2040) grâce à une navette spatiale à propulseur nucléaire.

- Les vieilles puissances aérospatiales, les Etats-Unis (NASA) et l'UE (ESA), sont ralenties par des problématiques budgétaires. Des solutions privées, comme Space X (fondée en 2002 par Elon MUSK), dessinent **un « nouvel âge spatial » (*New Space*)**. L'exploration de l'espace adjoint à ses visées scientifiques et géopolitiques, des visées économiques (touristes de l'espace).

- **L'enjeu est également militaire**. De nombreux acteurs cherchent à investir l'espace, en particulier pour y déployer des satellites d'observation. Outre les émergents asiatiques (Inde, Chine, Corée du Sud), l'Iran a déployé ce type d'appareils après 2010. Plusieurs Etats sont actuellement capables de détruire des satellites depuis la Terre ; la Chine a pratiqué un essai de

ce type en 2007, l'Inde en 2019. A l'avenir, ce sont des satellites qui pourraient en détruire d'autres dans l'espace (armes à énergie dirigée comme les lasers chimiques et à rayon X).

III] Les pressions sur les démocraties au XXIe siècle

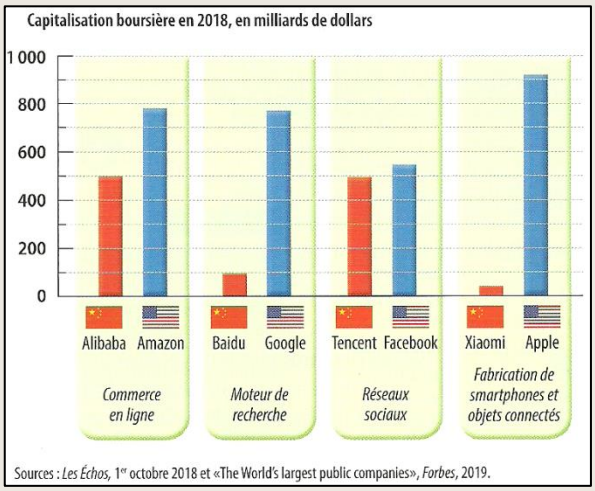
A) Des reflets de la puissance scientifique et économique d'un Etat

- **Importance du capital humain**. Aux Etats-Unis, 40 % de la population est diplômée de l'enseignement supérieur.

- **Capacité en R&D** – faiblesse de l'UE malgré une part majeure dans les brevets pour la 5G (déclin Nokia, Alcatel…) ; importance du Japon.

- **Progrès de la Chine qui copie** (copie d'Alcatel, association entre l'entreprise qui s'implante et une entreprise chinoise).

- Avec le plan « Made in China 2025 », la Chine a prévu d'allouer 25 à 60 milliards de dollars par an à l'intelligence artificielle. Les investisseurs chinois vont placer plusieurs milliards de dollars dans les entreprises technologiques américaines pour assurer un transfert de savoir et de technologies. **L'objectif est de passer du « made in China » au « created in China »**.



- **Opposition Etats-Unis/Chine à travers l'opposition entre les GAFAM et les BATX** : Baïdu (Google chinois) ; Alibaba (géant du commerce électronique) ; Tencent (application WeChat) ; Xiaomi (firme semblable à Apple). Aux Etats-Unis émergent aussi les TUNA – Tesla, Uber, Netflix et Airbnb.

B) Les FTN, des puissances non-étatiques

- **D'incroyables performances économiques** : le PIB de la Californie est celui du Brésil ; le PIB cumulé des GAFAM est égal à celui du Danemark.

- **Les dirigeants sont reçus comme des chefs d'Etat** ; ils sont des personnalités influentes

- **Un marché monopolistique et en expansion** : Google = 90 % des recherches sur Internet

- En 2017, **le Danemark s'est doté d'un ambassadeur auprès des GAFAM.**

- **Tendance au transhumanisme** : Calico (filiale de Google sur le vieillissement) ; Neuralink (société de Elon MUSK sur les implants de puces dans le cerveau).

C) Des risques pour les Etats ?

- Problème des **données personnelles** et des relais d'intrusion

- **Comment contrôler de ces nouvelles technologies** ?

- **Guerre entre Etats-Unis et Chine au sujet de la 5G**

- **Des FTN au service des Etats :**

-surveillance généralisée en Chine ;

-participation aux cyberguerres/cyberterrorisme (le virus Wannacry en 2017 a touché 150 pays, la Corée du Nord serait impliquée) ;

-les nouvelles technologies peuvent se plier aux exigences des Etats (Google Maps et la Chine).